

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/AG/R/1

2 mai 1995

(95-1125)

Comité de l'agriculture

RAPPORT SUCCINCT DE LA REUNION DES 27 ET 28 MARS 1995

Note du Secrétariat

1. Le Comité de l'agriculture a tenu sa première réunion les 27 et 28 mars 1995 sous la présidence de M. l'Ambassadeur Danai Tulalamba (Thaïlande). L'ordre du jour de la réunion, contenu dans l'aérogramme WTO/AIR/37, a été adopté.
2. Le Comité a pris note de la décision du Conseil général permettant à certains signataires de l'Acte final admis à devenir Membres originels de l'OMC de participer aux réunions formelles et informelles des organes de l'OMC autres que l'Organe de supervision des textiles (WT/L/27) et des lignes directrices concernant la participation des gouvernements ayant le statut d'observateur (WT/L/28, annexe 2, paragraphe 6).

Mandat

3. Le Comité a pris note de son mandat, adopté par le Conseil général de l'OMC le 31 janvier 1995 (WT/L/43), qui a la teneur ci-après: "Le Comité supervisera la mise en oeuvre de l'Accord sur l'agriculture. Le Comité donnera aux membres la possibilité de procéder à des consultations sur toute question concernant la mise en oeuvre des dispositions de l'Accord." Le Président a rappelé que l'Accord sur l'agriculture ("l'Accord") auquel il était fait référence dans ce mandat comprenait les dispositions de l'article 16 de l'Accord sur l'agriculture.

Organisation des travaux et procédures de travail

4. Le Comité a adopté le texte relatif à l'organisation de ses travaux et à ses procédures de travail figurant dans le document G/AG/W/3, tel qu'il l'avait modifié après examen (le texte révisé a été distribué sous la cote G/AG/1), et sur la base des points convenus ci-après:
 - i) les débats du Comité seraient régis par les procédures de travail et, selon qu'il serait approprié, et sous réserve de ces procédures, par les procédures et pratiques habituelles du GATT;
 - ii) au stade approprié, le Comité étudierait un règlement intérieur fondé sur celui qui figure dans le document WT/L/28 (règlement intérieur du Conseil général), en vue de déterminer, entre autres choses, dans quelle mesure ce règlement intérieur pourrait être adapté ou modifié compte tenu des besoins et des fonctions du Comité;
 - iii) il serait loisible au Comité, au stade approprié, de revoir les procédures de travail, y compris le paragraphe 15 de ces procédures, à la lumière de l'expérience;

- iv) les rapports sur les débats du Comité revêtiraient la forme d'un résumé qui serait élaboré par le Secrétariat, étant entendu que les délégations pourraient, à leur demande, vérifier les parties du projet de rapport contenant leurs déclarations, avant la distribution du rapport succinct du Secrétariat, conformément à la pratique habituelle du GATT. Les délégations qui souhaiteraient utiliser cette procédure de vérification devraient l'indiquer au Secrétariat dans les dix jours suivant la clôture de la réunion en question.

Prescriptions en matière de notification et modes de présentation des notifications

5. Le Président a rappelé que l'on était arrivé à un large degré d'accord sur les modes de présentation des notifications et les prescriptions en la matière, comme cela était indiqué dans le rapport présenté le 28 novembre 1994 par le Président du Groupe de contact informel sur l'agriculture (PC/IPL/12). Toutefois, cet accord s'était fait à condition, entre autres choses, qu'il soit convenu que les données concernant les exportations totales seraient communiquées de manière à permettre autant que possible les comparaisons (paragraphe 1 c) du document PC/IPL/12). Le Président a pris note avec satisfaction des assurances données par un certain nombre de Membres indiquant qu'ils fourniraient les données en question, ainsi que de la déclaration du représentant de la CE selon laquelle il s'agissait d'une question de caractère technique et non d'une question de principe.

6. Les délais ci-après proposés dans le document PC/IPL/12 pour les notifications au titre de l'Accord ont été approuvés par le Comité.

- Contingents tarifaires et autres (tableaux MA:1 et MA:2)
- Sauvegarde spéciale (tableaux MA:3 à MA:5)
- Mesures de soutien interne nouvelles ou modifiées exemptées de la réduction (tableau DS:2)
- Prohibitions et restrictions à l'exportation (tableau ER:1)
- Mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (tableau NF:1).

7. S'agissant des prescriptions de notification relatives aux engagements en matière de MGS totale courante (tableau DS:1), il était proposé une approche suivant laquelle des notifications annuelles fondées sur des données préliminaires devraient être présentées au plus tard 60 ou 90 jours après la période considérée, les données définitives, y compris les dépenses budgétaires effectives, étant notifiées ensuite aussitôt que possible.

8. Le représentant de l'Argentine, ayant noté que la condition suivant laquelle il devait y avoir un accord sur l'ensemble des prescriptions et modes de présentation des notifications n'avait pas encore été remplie, a indiqué que sa délégation devrait réserver sa position dans le cadre du Comité et peut-être de manière plus générale, à moins que tous les éléments de cet ensemble ne soient arrêtés dans un délai de 45 jours.

9. Le Président a noté qu'il y avait un large degré d'accord sur les prescriptions en matière de notification et les modes de présentation des notifications, y compris sur leur utilisation, entre-temps, pour présenter les notifications relatives à l'accès aux marchés et aux autres engagements selon qu'il serait approprié, mais qu'il était nécessaire de poursuivre les travaux au sujet des prescriptions concernant les subventions à l'exportation, la sauvegarde spéciale pour l'agriculture et les délais pour les notifications relatives au soutien interne. Le Président a indiqué qu'il avait l'intention d'organiser de nouvelles consultations informelles à ce sujet de manière transparente avant la prochaine réunion du Comité. Le Comité est convenu qu'entre-temps les prescriptions en matière de notification et les modes de présentation des notifications figurant dans l'appendice du rapport du Groupe de contact informel sur

l'agriculture (PC/IPL/12) devraient être révisés pour tenir compte des décisions du Comité sur un certain nombre de délais et être de nouveau distribués en tant que document de travail du Comité (G/AG/W/4), avec une note de couverture indiquant qu'ils font partie d'un ensemble.

Dates de mise en oeuvre

10. Le Comité a pris note des résultats des travaux du Secrétariat sur les dates de mise en oeuvre pour chaque type d'engagement (G/AG/W/1 et 2). Il a été convenu qu'un rappel devrait être adressé aux délégations qui n'avaient pas encore indiqué les dates de mise en oeuvre de leurs engagements, en vue de compléter les renseignements figurant dans le document G/AG/W/2.

Notifications au Comité

11. Le Président a noté que les notifications ci-après avaient été reçues:

- i) au sujet de l'administration des contingents tarifaires (tableau MA:1): notifications du Canada, des Etats-Unis, de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie;
- ii) au sujet des prix de déclenchement dans le contexte de la sauvegarde spéciale (tableau MA:4): notification des Etats-Unis.

12. Le représentant du Canada a demandé des éclaircissements sur la notification et les dates de mise en oeuvre d'un contingent tarifaire des Etats-Unis pour les glaces, et sur la différence entre les prix de déclenchement notifiés dans le document G/AG/N/USA/1 et ceux qui étaient indiqués dans le tarif douanier des Etats-Unis. Le représentant du Canada a demandé également si une imposition additionnelle frapperait automatiquement les importations entrant aux Etats-Unis à des prix inférieurs aux prix de déclenchement notifiés ou si le système serait appliqué cas par cas. Le représentant des Etats-Unis a indiqué que les points soulevés par le Canada seraient examinés et que des réponses seraient fournies.

13. Le représentant de la Suisse a estimé que les conditions énoncées à l'article 5 de l'Accord sur l'agriculture devaient être remplies dans tous les cas où il était effectivement recouru à une mesure de sauvegarde spéciale et que les notifications pertinentes, qu'il s'agisse de notifications préalables ou ponctuelles, devaient contenir tous les renseignements requis par l'article 5. La notification préalable reproduite sous la cote G/AG/N/USA/1, par exemple, ne donnait pas de renseignements sur les prix pour chaque année de la période de base, de sorte que les notifications de ce type étaient incomplètes et ne constitueraient donc pas une base suffisante pour invoquer la clause de sauvegarde fondée sur les prix. Le représentant des Etats-Unis a indiqué que, selon son interprétation de la relation entre la notification préalable des prix de déclenchement pour la sauvegarde spéciale et les notifications ponctuelles (tableau MA:4, modes de présentation A et B, respectivement, page 10 du document PC/IPL/12), il n'était pas nécessaire qu'un membre qui présentait une notification préalable présente également des notifications ponctuelles et cela ressortait clairement de la note d'introduction de la partie B du tableau MA:4. Le représentant de la Suisse a indiqué que l'article 5 de l'Accord était tout à fait clair pour ce qui était du type de renseignements qui devaient être fournis lorsque l'on se prévalait de la clause de sauvegarde spéciale et que, dans ces circonstances, la Suisse devrait réserver sa position concernant la valeur juridique des notifications préalables qui ne contenaient pas tous les renseignements requis par l'article 5.

14. Le représentant du Canada a indiqué que, selon son interprétation, les mesures de la catégorie verte ou bleue qui avaient été nouvellement mises en oeuvre ou modifiées depuis la période de base devaient être notifiées dans les moindres délais. Le représentant de la CE a fait observer que ces mesures nouvelles ou modifiées seraient incorporées dans les notifications à présenter au sujet des engagements

en matière de soutien interne, mais qu'il n'avait pas été entendu qu'il y aurait une notification spéciale à ce stade au sujet des mesures de la catégorie verte ou bleue. La suite des débats sur ce point a porté sur la question de savoir si l'obligation de notification au titre de l'article 18:3 de l'Accord s'appliquait non pas seulement aux mesures de la catégorie verte ou bleue nouvelles ou modifiées introduites après l'entrée en fonction de l'OMC, mais aussi aux mesures qui avaient été introduites ou modifiées depuis la période de base.

15. Le Président a indiqué que les membres auraient l'occasion, à la prochaine réunion du Comité, de revenir sur les notifications présentées et sur les points soulevés à cet égard au cours de la réunion. Le Comité a pris note des déclarations qui avaient été faites au sujet de la nécessité pour les membres qui avaient mis en oeuvre des contingents tarifaires mais n'avaient pas encore présenté de notifications conformément au tableau MA:1 sur l'administration des engagements en matière de contingents tarifaires et autres de présenter ces notifications le plus tôt possible. Le Comité a pris note également de la déclaration du Président indiquant que le Secrétariat continuerait de prendre des dispositions pour que la version des notifications en langue originale soit distribuée aussitôt que possible afin d'éviter qu'un délai excessif s'écoule entre le moment où les notifications étaient reçues par le Secrétariat et celui où elles étaient mises à la disposition des délégations.

Autres questions

16. Le Comité a pris note du point convenu mentionné au paragraphe 1 a) du rapport du Président du Groupe de contact informel sur l'agriculture (PC/IPL/12) concernant la relation entre le Comité de l'agriculture et le Comité de l'accès aux marchés. Ce point convenu était le suivant: "les questions se rapportant aux concessions tarifaires en tant que telles devraient, d'une manière générale, être traitées suivant les procédures pertinentes du GATT de 1994 et dans le cadre du Comité de l'accès aux marchés de l'OMC. Cela serait sans préjudice du droit que les Membres tiennent de l'article 18:6 de l'Accord de soulever toute question se rapportant aux concessions tarifaires pour les produits agricoles au Comité de l'agriculture".

17. S'agissant des opérations des entreprises commerciales d'Etat dans le contexte des prescriptions en matière de notification pour les engagements et disciplines concernant les subventions à l'exportation, au sujet desquelles il y avait eu de nouvelles consultations informelles conformément au paragraphe 1 f) du document PC/IPL/12, le Président a noté que c'était une question qu'un certain nombre de délégations avaient l'intention d'aborder à une réunion ultérieure du Comité.

18. Conformément aux suggestions qui avaient été faites, le Président est convenu que la prochaine réunion du Comité devrait être l'occasion d'engager un débat de fond au sujet de la Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires.

19. Le Comité a été informé qu'un certain nombre d'organisations intergouvernementales internationales avaient demandé ou avaient fait savoir qu'elles souhaitaient obtenir le statut d'observateur au Comité de l'agriculture (FAO, Programme alimentaire mondial des Nations Unies, OCDE et Conseil international du blé). Après un échange préliminaire de vues, le Président a indiqué qu'il avait l'intention d'organiser des consultations informelles à ce sujet avant la prochaine réunion du Comité.

Date de la prochaine réunion

20. La prochaine réunion du Comité aura lieu les 8 et 9 juin 1995.